

► **Demande d'exemption : Interconnexion AQUIND**

PRIVÉ ET CONFIDENTIEL

© AQUIND LIMITED, 2020

1 Résumé analytique

L'Interconnexion AQUIND est une interconnexion d'électricité proposée de 2 000 MW, développée par AQUIND SAS et AQUIND Limited¹ (« AQUIND ») qui raccordera les marchés de l'électricité britannique et français. Conformément à l'Article 63 du Règlement 2019/943 (le « Règlement »), AQUIND cherche à obtenir pour l'Interconnexion AQUIND en France une exemption partielle des articles 19(2) et 19(3) de ce Règlement. Sans exemption, l'Interconnexion AQUIND ne peut pas passer à la phase de génie civil et aller jusqu'à l'exploitation commerciale. Cette Demande d'exemption explique les bénéfices du projet, la raison de l'exemption et les spécificités de l'exemption demandée en vertu du Règlement.

Demande de capacité d'interconnexion

La capacité d'interconnexion existante à la frontière franco-britannique est actuellement limitée à l'Interconnexion France-Angleterre (IFA), bien que d'autres projets soient en cours de réalisation, notamment IFA2 et ElecLink. Les différences structurelles dans les prix de gros de l'électricité entre les marchés de l'électricité en Grande-Bretagne et en France démontrent clairement la nécessité d'une capacité plus importante. Notre analyse montre la nécessité d'une capacité supplémentaire entre la France et la Grande-Bretagne sur les trois projets mentionnés ci-dessus et au-delà.

AQUIND est un investissement privé qui peut être réalisé sans dépendre des tarifs de réseau en France

AQUIND développe une interconnexion de 2 000 MW à financement privé entre la Grande-Bretagne et la France. La partie exemptée sera entièrement financée par des investisseurs indépendants de RTE. Tous les bénéfices du projet seront donc offerts sans aucun financement des utilisateurs du réseau français, et il s'agit d'un nouvel investissement du secteur privé dans les infrastructures essentielles. En cela, AQUIND se distingue des autres projets d'interconnexion franco-britanniques possibles menés par RTE.

À l'heure actuelle, nous avons déjà investi près de 40 M€ dans le développement du projet, ce qui démontre notre engagement dans ce Projet et les bénéfices apportés par l'Interconnexion AQUIND.

Bénéfices du projet AQUIND

AQUIND augmentera de manière significative la capacité transfrontalière entre la Grande-Bretagne et la France. L'analyse du surplus d'AQUIND montre un **bénéfice total pour l'Europe de plus d'1,3 Md€** dans le scénario central, dont un bénéfice total pour la France d'environ 1 Md€.²

Au vu de la différence structurelle entre les prix de gros de l'électricité en Grande-Bretagne et en France, les flux d'AQUIND devraient aller principalement du marché français, où le prix est inférieur, vers la Grande-Bretagne. En France, il en résulte que les **producteurs d'électricité réalisent un gain** sur l'exportation d'électricité vers le marché britannique, où le prix est supérieur. Au total, avec l'introduction d'AQUIND, le bénéfice en termes de surplus net de la France est positif.

¹ AQUIND SAS est une société de droit français, immatriculée au R.C.S sous le numéro 808 503 940 et dont le siège social est sis au 72 rue de Lessard, 76100 Rouen.

AQUIND Limited est une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois d'Angleterre et du Pays de Galles, immatriculée sous le numéro 06681477 et dont le siège social est sis à OGN House, Hadrian Way, Wallsend, NE28 6HL.

² À l'exclusion des bénéfices d'AQUIND

La totalité de la capacité d'AQUIND sera allouée par le biais d'enchères concurrentielles. Les utilisateurs de l'interconnexion seront facturés sur la base des résultats des enchères, conformément à la réglementation en vigueur. AQUIND augmentera l'opportunité pour les participants du marché d'avoir accès aux marchés français et britannique, en augmentant la **pression compétitive** sur les participants du marché actuel.

En plus de ces bénéfices, AQUIND devrait améliorer l'**efficacité globale de la répartition de la production** en Grande-Bretagne et en France, renforcer la sécurité et la diversité de l'approvisionnement dans les deux pays et contribuer à une **réduction des émissions de carbone globales**.

AQUIND sera développée en utilisant la technologie de convertisseur à source de tension HVDC (Voltage Source Converter - VSC). Travaillant avec les GRT nationaux, AQUIND sera en position de proposer **des services de réseau** qui bénéficieront aux deux réseaux.

En qualité de promoteur du projet exempté, AQUIND apportera ces bénéfices sans aucun appui financier des utilisateurs du réseau français pour la partie exemptée. Cela signifie qu'**aucun financement provenant des consommateurs français** ne sera utilisé pour payer la partie exemptée de l'interconnexion.

Pour livrer ces bénéfices, AQUIND a besoin d'une exemption

AQUIND développe l'interconnexion de manière indépendante, sans partenariat avec le GRT national, RTE, en France.

La Demande d'exemption d'AQUIND relative à l'Utilisation des recettes en France suit l'engagement de réglementation détaillé passée avec la CRE (Commission de régulation de l'énergie), ainsi qu'avec l'Ofgem et l'ACER, pour étudier et tester la viabilité de différentes voies réglementaires et d'investissement pour l'Interconnexion AQUIND. Ces tests réglementaires, analyses approfondies et décisions réglementaires officielles ont permis de conclure que la seule voie d'investissement disponible pour AQUIND en France consiste à obtenir une exemption en vertu de l'Article 63.

Nous insistons en particulier sur le fait qu'il n'existe aucun autre régime régulé pour une interconnexion en dehors de RTE en France. AQUIND a examiné de près l'option pour demander à bénéficier d'un régime régulé tel que défini dans le Règlement RTE-E, mais cette possibilité d'investissement n'existe plus. Par conséquent, la seule possibilité d'investissement qui permettra à AQUIND de continuer à développer son projet est d'obtenir une exemption en France.

Cela signifie qu'aucun régime régulé avec aide financière n'est mis à la disposition d'AQUIND en France. La voie d'investissement exempté est donc la seule façon de réaliser le projet et d'apporter les bénéfices identifiés dans notre analyse et présentés dans cette Demande d'exemption.

La demande d'exemption d'AQUIND est proportionnée

AQUIND demande une exemption pour la partie du Projet qui se trouve sur le territoire français. Elle est proportionnée, étant donné que la raison de cette Demande d'exemption est due à l'incapacité de faire avancer le Projet en France sans exemption.

Toutefois, l'Interconnexion AQUIND fait face à un certain nombre de risques associés à l'incertitude ex ante inhérente liée aux recettes futures tirées de la congestion (et autres recettes) que le Projet générera au cours de sa durée de vie. L'incertitude liée aux recettes est une caractéristique commune à tout investissement de ce type et représente un risque largement inévitable. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un risque qui peut entraîner des recettes supérieures ou inférieures à

celles actuellement prévues. Dans certains cas, les risques du projet pourraient entraîner des opportunités à la hausse pour AQUIND. Le mécanisme de partage des bénéfices proposé par AQUIND veillera à ce que tout surplus supplémentaire attribuable à la Portion faisant l'objet de l'exemption soit correctement réparti entre les investisseurs et les consommateurs français.

Le risque du projet justifie une exemption

Sans accès à un appui financier en France, AQUIND doit gérer entièrement son propre risque du projet lié à la Partie exemptée de l'interconnexion. AQUIND a démontré que les risques du projet justifiaient une exemption en vertu de l'Article 63 du Règlement. Le principal risque pour AQUIND est qu'il n'existe aucun autre dispositif réglementaire disponible en France et, en conséquence, l'investissement ne pourra se concrétiser sans exemption. AQUIND a parfaitement démontré cela grâce à l'examen de la viabilité des voies d'investissement potentielles avec la CRE, l'ACER et l'Ofgem.

En outre, AQUIND est confrontée à des risques spécifiques en termes de recettes (et de coûts), susceptibles d'indemniser, de manière adéquate, les bailleurs de fonds pour le risque qu'ils prennent en finançant le Projet. Par conséquent, AQUIND demande, pour la Portion faisant l'objet de l'exemption, la possibilité d'indemniser proportionnellement les bailleurs de fonds, ce qui implique qu'AQUIND soit exemptée des dispositions relatives à l'Utilisation des recettes du Règlement 943/2019. Les principaux risques liés aux recettes et aux coûts comprennent le risque lié aux recettes, le risque de baisse ou d'incertitude de la demande de capacité, les risques d'écèlement du réseau britannique, les risques liés au génie civil et à l'exploitation, et les risques politiques et macroéconomiques.

Demande d'exemption officielle

AQUIND demande donc une exemption partielle conformément à l'Article 63 du Règlement, aux Articles 19(2) et 19(3) du Règlement 2019/943 (concernant l'Utilisation des recettes) pour une durée de 25 ans à compter du début de l'exploitation commerciale. L'exemption partielle s'appliquerait à une part fixe des recettes d'AQUIND correspondant à la part du capital et des coûts d'exploitation de l'Interconnexion AQUIND applicables au territoire français (à terre et dans les eaux territoriales françaises).

Conformément au droit français, une exemption accordée en vertu de l'article 63 du règlement 2019/943 aurait également pour effet d'autoriser AQUIND à exploiter une Interconnexion AQUIND en France.

Pour éviter toute ambiguïté, AQUIND ne cherche pas à obtenir une exemption relative au Découplage (Article 43, Directive 2019/944) ou à l'Accès des tiers (Article 6, Directive 2019/944) ni l'approbation des règles relatives aux coûts et à l'accès (Articles 59(7) et 60(1) de la Directive 2019/944).

Nous présentons dans ce document comment nous satisfaisons à tous les critères requis pour une exemption.

2 Aperçu du document

Les détails de l'exemption sont présentés dans ce document intitulé « Demande d'exemption : Interconnexion AQUIND ».

- ▶ La **Section 3** présente les bénéfices de l'Interconnexion AQUIND
- ▶ La **Section 4** fournit une description de l'Interconnexion AQUIND
- ▶ La **Section 5** explique la Demande d'exemption et la raison pour laquelle elle est présentée
- ▶ La **Section 6** explique comment AQUIND remplit les critères d'exemption pertinents énoncés dans l'Article 63
- ▶ L'**Annexe A** présente une liste des définitions

D'autres détails pour appuyer la demande d'exemption AQUIND sont fournis dans les pièces justificatives séparées suivantes :

- ▶ **Pièce 1** : Analyse du surplus social et des recettes AQUIND
- ▶ **Pièce 2** : Analyse de la concurrence AQUIND
- ▶ **Pièce 3** : Sensibilités et modèle financier AQUIND (les données)
- ▶ **Pièce 4** : Analyse du surplus social et des recettes AQUIND (les données)
- ▶ **Pièce 5** : La Convention de raccordement bilatérale relative au raccordement et à l'utilisation du code du réseau, pour un propriétaire d'interconnexion, à la sous-station de 400kV de Lovedean, réf. : A/AQUIND/15/6306-EN(0) datée du 01 juin 2016 (la « Convention de raccordement britannique »)
- ▶ **Pièce 6** : Note d'information CION et CION
- ▶ **Pièce 7** : Proposition Technique et Financière (PTF) No 2016-075 Pour Le Raccordement au Réseau Public de Transport D'Électricité de la Nouvelle Interconnexion Dérogatoire AQUIND Limited, Conditions Particulières
- ▶ **Pièce 8** : Avis de faisabilité technique
- ▶ **Pièce 9** : Résumé des consentements et licences du projet
- ▶ **Pièce 10** : Rapport Consentec sur l'impact d'AQUIND sur le réseau de transport français
- ▶ **Pièce 11** : Plan et risques du programme
- ▶ **Pièce 12** : Convention de raccordement britannique
- ▶ **Pièce 13** : Impact sur les taxes locales en France
- ▶ **Pièce 14** : Rapport Tractebel